

OFFICIELE BERICHTEN — AVIS OFFICIELS

COUR D'ARBITRAGE

[2004/203514]

Extrait de l'arrêt n° 182/2004 du 16 novembre 2004

Numéro du rôle : 2775

En cause : le recours en annulation des articles 28 à 31 de la loi du 7 février 2003 portant diverses dispositions en matière de sécurité routière, introduit par V. Castelli.

La Cour d'arbitrage,

composée des présidents M. Melchior et A. Arts, et des juges P. Martens, R. Henneuse, M. Bossuyt, E. De Groot, L. Lavrysen, A. Alen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman, E. Derycke et J. Spreutels, assistée du greffier P.-Y. Dutilleux, présidée par le président M. Melchior,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

I. *Objet du recours et procédure*

Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 23 août 2003 et parvenue au greffe le 25 août 2003, V. Castelli, demeurant à 4432 Alleur, rue Lambert Dewonck 146, a introduit un recours en annulation des articles 28 à 31 de la loi du 7 février 2003 portant diverses dispositions en matière de sécurité routière (publiée au *Moniteur belge* du 25 février 2003).

(...)

II. *En droit*

(...)

Quant aux dispositions attaquées

B.1. Il ressort de la requête en annulation que seuls sont visés les articles 30 et 31 de la loi du 7 février 2003 portant diverses dispositions en matière de sécurité routière. La Cour limite dès lors son examen à ces deux dispositions.

Les articles 30 et 31 de la loi précitée disposent :

« Art. 30. A l'article 65 des mêmes lois coordonnées, est inséré un § 3*bis* rédigé comme suit :

' § 3*bis*. Si l'auteur de l'infraction a sa résidence fixe en Belgique et ne paie pas immédiatement la somme proposée, il dispose d'un délai de cinq jours pour s'acquitter du paiement. Dans ce cas le véhicule conduit par l'auteur de l'infraction peut être retenu, aux frais et risques de celui-ci jusqu'à remise de la somme et justification du paiement des frais éventuels de conservation du véhicule.

A l'expiration de ce délai, la saisie du véhicule peut être ordonnée par le ministère public.

Un avis de saisie est envoyé au propriétaire du véhicule dans les deux jours ouvrables.

Le véhicule reste saisi aux risques et frais de l'auteur de l'infraction pendant la durée de la saisie.

La saisie est levée après justification du paiement de la somme et des frais éventuels de conservation du véhicule. '

Art. 31. Il est inséré dans le titre V des mêmes lois coordonnées un chapitre II*bis*, comprenant les articles 65*bis* et 65*ter*, rédigé comme suit :

' Chapitre II*bis*. Ordre de paiement imposé par le procureur du Roi en raison de certaines infractions commises par une personne qui a un domicile fixe ou une résidence fixe en Belgique

Art. 65*bis*. § 1^{er}. Après constatation d'une infraction :

1° de dépassement des vitesses maximales autorisées;

2° de franchissement d'un feu de signalisation rouge ou d'un feu jaune-orange fixe;

3° à l'article 34 de la présente loi;

4° à l'article 37*bis*, § 1^{er}, 1°, 4° à 6°, de la présente loi;

un ordre de paiement d'une somme est imposé s'il n'y a pas de dommages causés à des tiers. Cet ordre de paiement ne peut être imposé que pour autant que la constatation se soit passée de manière automatisée ou avec l'aide d'un moyen technique et pour autant que le procureur du roi juge qu'il n'y a pas de contestation quant à la matérialité des faits ou à l'identité du contrevenant. Dans ce cas, il ne relève pas de la compétence du procureur du Roi de ne pas imposer un ordre de paiement. Si selon son appréciation, la matérialité des faits ou l'identité du conducteur n'est pas de tout établie, la procédure d'ordre de paiement prévue au présent article n'est pas applicable.

Les poursuites pénales et l'application du chapitre III du titre 1^{er} du livre II du Code d'instruction criminelle sont exclues pour les infractions qui, conformément à l'article 65*bis*, concernent un ordre de paiement d'une somme, sans préjudice toutefois de la possibilité pour le procureur du Roi, en cas d'infraction visée à l'article 29, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de citer directement l'auteur de l'infraction devant le tribunal de police en vue d'obtenir la déchéance du droit de conduire, prévue à l'article 38.

§ 2. Le montant de cette somme, qui ne peut être supérieur au maximum de l'amende liée à cette infraction, majorée des décimes additionnels, est déterminé par le Roi, par arrêté délibéré en conseil des Ministres. Le montant ne peut être inférieur à 50 euros.

Si dans l'année à compter de la date de l'ordre de paiement imposé par le procureur du Roi, une nouvelle infraction visée au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, est constatée, les montants visés à l'alinéa précédent peuvent être doublés. Dans ce cas, il revient au procureur du Roi soit d'imposer un nouvel ordre de paiement ou d'appliquer l'article 216*bis*, 216*ter* ou 216*quater* du code d'instruction criminelle, ou encore d'entamer des poursuites pénales.

La constatation d'un concours d'infractions visées au § 1^{er} fera l'objet d'un paiement d'une somme unique.

Art. 65*ter*. § 1^{er}. Conformément à l'article 62, alinéa 8, une copie du procès-verbal est envoyé au contrevenant dans un délai de quatorze jours après la constatation de l'infraction.

Le contrevenant dispose d'un délai de quatorze jours à compter du jour de l'envoi de la copie du procès-verbal afin de faire connaître au procureur du Roi ses moyens de défense par rapport aux délits qui sont mis à sa charge.

§ 2. L'ordre de paiement visé à l'article 65*bis* est imposé et signé par le procureur du Roi et comprend au moins les mentions suivantes :

1° la date;

2° l'identité du contrevenant ou la plaque d'immatriculation du véhicule avec lequel l'infraction a été commise;

3° les faits mis à charge et les dispositions légales violées;

- 4° la date et le moment et le lieu où l'infraction a été constatée;
 5° le montant de la somme ainsi que le mode de paiement;
 6° le jour où la somme doit être payée au plus tard, ainsi que les majorations si elle n'est pas payée à temps;
 7° les possibilités d'appel auprès du juge du tribunal de police, sous réserve de la possibilité d'exécution de la somme prélevée.

§ 3. L'ordre de paiement de la somme est envoyé au contrevenant dans un délai de 40 jours après la constatation de l'infraction. Une copie de l'ordre de paiement sera envoyée en même temps au receveur des domaines.

§ 4. Le contrevenant est tenu de payer la somme dans le mois de la notification de l'ordre de paiement. La notification est censée avoir eu lieu le deuxième jour qui suit celui de l'envoi.

Si le contrevenant ne satisfait pas entièrement à l'ordre de paiement dans le délai visé à l'alinéa 1^{er}, le montant en est majoré de 25 %. Cette majoration n'est pas d'application si le contrevenant interjette appel auprès du tribunal de police.

Le montant ainsi majoré doit être payé dans le mois après avertissement qui reprend le montant majoré conformément à l'alinéa précédent.

§ 5. Si le contrevenant néglige de payer la somme dans le délai visé au § 4, alinéa 3, l'ordre de paiement de la somme est exécuté de plein droit. La perception se fait par le receveur des amendes pénales.

§ 6. Si le contrevenant continue à ne pas payer totalement la somme due conformément au § 4, troisième alinéa, après avertissement, le receveur des amendes pénales du domicile ou de la résidence principale du contrevenant ou celui du lieu de l'infraction peut lui-même immobiliser le véhicule avec lequel l'infraction a été commise ou le véhicule immatriculé au nom du contrevenant.

L'immobilisation est levée au plus tôt le jour du paiement complet de la somme due et des frais éventuels. Il est mis fin à l'immobilisation à la demande du receveur des domaines et du receveur des amendes pénales. En cas d'immobilisation, les articles 53 et 54 sont d'application. Si le contrevenant n'a pas payé la somme due dans les six mois après la constatation de l'infraction, le receveur des amendes pénales peut procéder à la vente forcée du véhicule, à condition que le contrevenant soit le propriétaire du véhicule.

§ 7. Le contrevenant peut adresser au juge du tribunal de police une requête écrite en vue de retirer l'ordre ou de diminuer le montant de la somme dans un délai de quatorze jours suivant la notification de l'ordre de paiement. Cette requête n'est recevable qu'après paiement complet de la somme imposée conformément au § 4, alinéa 1^{er}, sauf lorsque l'intéressé peut faire appel à l'assistance judiciaire conformément à la partie IV, livre I, du Code judiciaire. Ce recours se fait au moyen d'une requête introduite au greffe du tribunal de police dans le ressort duquel l'infraction a eu lieu.

Le juge du tribunal de police juge la légitimité et la proportionnalité de la somme due. Il peut confirmer, modifier ou retirer la décision du procureur du Roi.

Un recours contre la décision du juge du tribunal de police peut être introduit devant le tribunal correctionnel qui statue en degré d'appel. Ce recours est introduit conformément aux articles 1056 et 1057 du Code judiciaire. Seul un pourvoi en cassation peut être introduit contre le jugement du tribunal correctionnel.

Sous réserve de l'application des alinéas précédents, les dispositions du Code judiciaire sont d'application pour le recours auprès du tribunal correctionnel. »

Quant à l'intérêt de la partie requérante

B.2.1. Le Conseil des ministres conteste l'intérêt de la partie requérante au motif que sa qualité d'usager de la route, titulaire du permis de conduire, ne suffirait pas à fournir la preuve de l'intérêt légalement requis pour postuler l'annulation des dispositions attaquées.

B.2.2. L'article 142, alinéa 3, de la Constitution dispose :

« La Cour peut être saisie par toute autorité que la loi désigne, par toute personne justifiant d'un intérêt ou, à titre préjudiciel, par toute juridiction. »

Aux termes de l'article 2, 2^o, de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, les recours peuvent être introduits par « toute personne physique ou morale justifiant d'un intérêt ».

Les dispositions précitées exigent que la personne physique ou morale qui introduit une requête justifie d'un intérêt à agir devant la Cour.

Ne justifient de l'intérêt requis que les personnes dont la situation pourrait être affectée directement et défavorablement par la norme entreprise.

B.2.3. La partie requérante, qui est titulaire du permis de conduire, pourrait être directement et défavorablement affectée par les dispositions attaquées dans la mesure où celles-ci instaurent une procédure d'ordre de paiement que la partie requérante pourrait se voir appliquer si elle est l'auteur de l'une des infractions visées par la loi.

B.3. L'exception est rejetée.

Quant au premier moyen

B.4.1. La partie requérante prend un premier moyen de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution, en ce que le système d'ordre de paiement immédiat ne s'applique à l'auteur d'une infraction que si celui-ci a un domicile fixe ou une résidence fixe en Belgique.

B.4.2. Il peut raisonnablement se justifier que, soucieux de diminuer radicalement le nombre d'accidents de la route, le législateur adopte un certain nombre de mesures qui, pour des raisons administratives, ne pourraient s'appliquer aux personnes qui ne disposent pas d'un domicile fixe ou d'une résidence fixe en Belgique.

En effet, dès lors que la procédure d'ordre de paiement concerne les seules infractions constatées de manière automatisée ou avec l'aide d'un moyen technique (article 65bis, § 1^{er}, alinéa 1^{er}), qu'elle implique que l'ordre de paiement soit envoyé au contrevenant dans un délai de quarante jours après la constatation de l'infraction (article 65ter, § 3), la somme devant être payée dans le mois qui suit la notification de l'ordre de paiement (article 65ter, § 4), le législateur a pu considérer qu'une telle procédure ne pouvait être envisagée à l'encontre des contrevenants dès lors que la recherche de leur domicile ou de leur résidence à l'étranger, ainsi que leur poursuite pourraient entraîner une charge de travail extrêmement lourde pour le parquet et s'avérer, à terme, inefficaces.

B.4.3. Le premier moyen ne peut être accueilli.

Quant au deuxième moyen

B.5.1. La partie requérante prend un deuxième moyen de la violation des articles 10 et 11, lus en combinaison avec l'article 151 de la Constitution, par les dispositions attaquées en ce qu'elles retireraient au procureur du Roi tout pouvoir d'appréciation par rapport à l'infraction.

B.5.2. L'article 151, § 1^{er}, de la Constitution dispose :

« Les juges sont indépendants dans l'exercice de leurs compétences juridictionnelles. Le ministère public est indépendant dans l'exercice des recherches et des poursuites individuelles, sans préjudice du droit du Ministre compétent d'ordonner des poursuites et d'arrêter des directives contraignantes de politique criminelle, y compris en matière de politique de recherche et de poursuite. »

B.5.3. En enlevant au ministère public son pouvoir d'appréciation quant à l'opportunité des poursuites d'une catégorie d'infractions, le législateur introduit une différence de traitement entre deux catégories de citoyens : d'une part, les citoyens qui ont commis une infraction pour laquelle le ministère public dispose de ce pouvoir d'appréciation et, d'autre part, ceux qui sont auteurs d'infractions pour lesquelles le législateur impose au ministère public de poursuivre. Cette deuxième catégorie serait, d'après la partie requérante, privée, de manière discriminatoire, du principe de l'indépendance du ministère public dans l'exercice de ses fonctions, consacré par l'article 151 de la Constitution.

B.5.4. Selon les travaux préparatoires de l'article 151 de la Constitution :

« [...] le ministère public est indépendant lorsqu'il intente l'action pénale et, partant, lorsqu'il poursuit des délits, même si le ministère public n'exerce en l'occurrence [...] pas une fonction de juge mais plutôt une fonction de pouvoir exécutif et qu'il relève ainsi de l'autorité et du contrôle du ministre de la Justice. C'est la raison pour laquelle le paragraphe premier réfère à la possibilité pour le ministre de la Justice d'ordonner les poursuites pénales (article 274 Code d'instruction criminelle : le droit d'injonction positif), ainsi qu'à la compétence du ministre de la Justice d'arrêter les directives de la politique criminelle, en ce compris en matière de politique de recherche et de poursuite » (*Doc. Parl., Chambre, 1997-1998, n° 1675/1, p. 4*).

Comme l'indiquent les travaux préparatoires de l'article 151 de la Constitution (*ibid.*, p. 3 et pp. 27-28), le ministère public peut recevoir des injonctions de poursuivre de la part du ministre de la Justice, de même qu'il doit se soumettre aux directives de politique criminelle que le ministre est susceptible d'adopter, mais en restant « dans le cadre de la loi en tenant compte de la marge d'appréciation que le législateur a prévue dans les dispositions législatives » (projet de loi instituant le Collège des procureurs généraux et créant la fonction de magistrat national, *Doc. Parl., Chambre, 1996-1997, n° 867/6, p. 29*).

B.5.5.1. Il appartient au législateur d'adopter les mesures qu'il estime nécessaires à l'exercice de la politique répressive qu'il entend mener à l'égard de certaines catégories d'infractions. Ces mesures peuvent impliquer l'obligation, pour le ministère public, de poursuivre l'auteur de l'une de ces infractions sans pouvoir apprécier l'opportunité de cette poursuite.

B.5.5.2. La Cour doit toutefois examiner si, par les mesures qu'il a adoptées, le législateur n'a pas en l'espèce porté atteinte, sans justification raisonnable, aux droits d'une catégorie de citoyens.

B.5.5.3. La différence de traitement dénoncée par la partie requérante repose sur un critère objectif : le moyen utilisé pour constater les quatre catégories d'infractions visées par l'article 65*bis*, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la loi attaquée.

En imposant au ministère public de poursuivre l'auteur d'une de ces infractions, le législateur a entendu renforcer l'efficacité des poursuites à l'égard de comportements « dérangeants et dangereux avec souvent des conséquences catastrophiques pour les victimes » et que les conducteurs continuent à adopter malgré les campagnes de prévention et les poursuites via le circuit pénal classique (*Doc. parl., Chambre, 2001-2002, DOC 50-1915/001, p. 20*).

C'est ainsi qu'il a opté pour « une procédure *sui generis* qui est le juste milieu entre un système de sanction purement administratif (tel que prévu par la loi du 21 décembre 1998 sur la sécurité lors des rencontres de football ou la loi du 13 mai 1999 introduisant les sanctions administratives communales) et un système de traitement pénal classique ». Il a estimé que « ce juste milieu permet qu'un système administratif de sanctions soit aussi appliqué et imposé par la magistrature du parquet, ce qui offre encore plus de garanties en termes de procédure et de respect des droits de la défense » (*Doc. parl., Chambre, 2001-2002, DOC 50-1915/001, p. 19*).

B.5.6. Il peut raisonnablement se justifier, au regard de l'objectif décrit et compte tenu de la nature des infractions en cause et de leurs effets, que le législateur restreigne le pouvoir d'appréciation dont dispose le ministère public dans la poursuite de ces infractions.

Une telle mesure ne serait discriminatoire que si elle avait pour effet, en enlevant au ministère public le pouvoir d'apprécier s'il est opportun de poursuivre l'auteur d'une infraction dont la matérialité des faits est établie et dont l'auteur est identifié, de lui ôter le pouvoir d'apprécier s'il s'agit d'une infraction.

En vertu des articles 70 et 71 du Code pénal, il n'y a pas d'infraction lorsque le fait est justifié par une des causes qui y sont mentionnées. Il s'ensuit que, alors même qu'il ne peut apprécier s'il est opportun de poursuivre, le procureur du Roi ne peut se dispenser d'examiner s'il n'existe pas une cause de justification, auquel cas les faits ne constituent pas une infraction.

La loi ne pouvant avoir pour effet d'empêcher le procureur du Roi d'apprécier s'il existe une cause de justification, elle n'est pas incompatible avec les articles 10 et 11 de la Constitution.

B.6. Le deuxième moyen ne peut être accueilli.

Quant aux troisième et quatrième moyens

B.7.1. La partie requérante fait grief à l'article 65*ter*, § 7, d'imposer le paiement complet de la somme réclamée dans l'ordre de paiement comme condition de recevabilité de la requête introduite auprès du tribunal de police en vue de retirer cet ordre ou de diminuer le montant qui y est fixé.

Dans le troisième moyen, la partie requérante allègue la violation des articles 10 et 11 de la Constitution en ce que seules les personnes pouvant faire appel à l'assistance judiciaire sont dispensées de ce paiement préalable.

Le quatrième moyen est pris de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution, combinés avec l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme, en ce que les dispositions attaquées dissuaderaient le contrevenant d'avoir recours à un tribunal impartial en lui imposant le paiement préalable de la somme visée dans l'ordre de paiement, en ce que le délai de quatorze jours dans lequel la requête écrite doit être déposée au greffe du tribunal de police serait insuffisant et en ce que le recours introduit devant le tribunal de police n'est pas suspensif.

B.7.2. On peut lire dans les travaux préparatoires relatifs à la disposition incriminée :

« L'objectif est que [l'ordre de paiement] suive rapidement l'infraction et qu'il soit effectivement payé. Cet objectif tente de répondre au projet de loi au moyen de mesures concomitantes :

- Si l'intéressé ne paie pas, l'amende est majorée d'office de 25 %

- Si l'intéressé souhaite contester l'ordre de paiement, il en a le droit (voir ci-après), il doit cependant d'abord satisfaire à l'ordre de paiement. A cet égard, cette procédure diverge essentiellement de la perception immédiate que de l'arrangement à l'amiable qui toutes les deux doivent obtenir l'accord du contrevenant.

- L'ordre de paiement est en soi un titre exécutoire. En d'autres mots, il n'est plus nécessaire pour la perception réelle de l'amende d'obtenir un titre exécutoire auprès du tribunal civil. On peut remettre l'ordre aux mains d'un huissier de justice si nécessaire pour exécution.

Tout cela ne signifie pas que l'on ne donne pas les garanties nécessaires au contrevenant. Il a ainsi le droit de faire connaître dans les 15 jours après la constatation de l'infraction ses moyens de défense au procureur du Roi. Exemple typique : si celui à qui est envoyé un PV peut prouver que ce n'était pas lui, mais quelqu'un d'autre qui conduisait au moment de la constatation des faits. Le contrevenant a ensuite le droit, conformément à la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme, d'interjeter appel contre l'ordre de paiement devant un collège juridictionnel de pleine juridiction, à savoir ici le tribunal de police. Afin d'avoir encore plus de garanties, l'intéressé peut encore interjeter appel devant le tribunal correctionnel siégeant en degré d'appel. En d'autres mots, il n'est pas du tout sûr que le contrevenant dispose de moins de droits que si les voies juridiques classiques étaient appliquées. Dans ce cas, l'ordre est imposé par un magistrat du parquet et un appel est possible auprès de deux instances juridiques qui disposent du pouvoir de pleine juridiction. Dans le circuit pénal classique, on ignore l'échelon du ministère public et une amende peut seule être imposée par le tribunal. » (*Doc. parl. Chambre, 2001-2002, DOC 50-1915/001, pp. 18-19*)

B.7.3. Il y a lieu d'examiner si la sanction prévue par le législateur est de nature pénale.

La Cour constate que la sanction prévue par l'article 31 de la loi du 7 février 2003 a un caractère répressif prédominant; elle a pour objet de prévenir et de sanctionner les infractions commises par tous les conducteurs d'un véhicule automoteur qui seraient auteurs de l'une de ces infractions; ces personnes, connaissant à l'avance la sanction qu'elles risquent d'encourir, sont incitées à respecter leurs obligations; la mesure est insérée dans la loi relative à la police de la circulation routière, coordonnée le 16 mars 1968. Ces constatations amènent à la conclusion que la sanction litigieuse est de nature pénale.

B.7.4. La mesure qui subordonne au paiement complet de la somme due le recours du contrevenant auprès du tribunal de police en vue d'obtenir le retrait de l'ordre ou la diminution de la somme, sauf lorsque l'intéressé peut faire appel à l'assistance judiciaire, prive, sans justification raisonnable, le justiciable de son droit à ce qu'une accusation en matière pénale portée contre lui soit soumise à un tribunal indépendant et impartial. Le justiciable perd en effet toute possibilité d'introduire un recours recevable lorsqu'il se trouve aux prises avec des difficultés financières, fussent-elles passagères, qu'il ne remplit pas les conditions légales pour pouvoir prétendre à l'assistance judiciaire, et qu'il n'est pas en mesure de réunir la somme nécessaire dans le délai de quatorze jours suivant la notification de l'ordre de paiement.

B.7.5. Le quatrième moyen est fondé.

B.7.6. Le troisième moyen ne doit, en conséquence, pas être examiné.

Quant au cinquième moyen

B.8.1. La partie requérante allègue la violation des articles 10 et 11 de la Constitution par l'article 31 de la loi du 7 février 2003 en ce qu'il instaure deux procédures de poursuites différentes pour des infractions identiques, selon que ces infractions ont été constatées soit de manière automatisée ou avec l'aide d'un moyen technique, soit par un agent de la force publique.

B.8.2. D'après les travaux préparatoires de la loi attaquée, les quatre catégories d'infractions visées par la loi peuvent être constatées automatiquement :

« la prise d'alcool, de drogue, au moyen des alcooltests, des prises de sang, des tests d'urine. Les infractions liées à la vitesse, le franchissement d'un feu rouge via les radars ou autres appareils automatiques (prises de photos).

Dans 99 % des cas, il n'y a donc aucune discussion sur la matérialité des faits puisque la constatation de l'infraction associe l'action policière à l'utilisation de moyens techniques supplémentaires dont les résultats sont parfaitement contrôlables. » (*Doc. parl., Chambre, 2001-2002, DOC 50-1915/001, p. 17*)

B.8.3. En adoptant un régime spécifique pour la poursuite des infractions constatées de manière automatique ou à l'aide de moyens techniques, lorsque le procureur du Roi juge qu'il n'y a pas de contestation quant à la matérialité des faits ou à l'identité du contrevenant, le législateur entendait renforcer l'efficacité de la répression pénale à l'égard d'infractions qui sont les plus fréquentes et qui peuvent avoir des conséquences catastrophiques pour les usagers de la route. Le fait que le législateur ait dérogé à la procédure de droit commun n'est pas discriminatoire en soi.

Toutefois, les contrevenants auxquels la procédure dérogatoire est appliquée sont discriminés dans la mesure indiquée en B.7.4.

B.8.4. Dans cette mesure, le cinquième moyen est fondé.

En ce qui concerne le sixième moyen

B.9.1. La partie requérante allègue la violation des articles 10 et 11 de la Constitution en ce qu'en fonction du moyen utilisé pour constater l'infraction, des peines différentes seraient applicables.

B.9.2. L'article 65bis, § 2, prévoit que le montant de la somme imposée dans l'ordre de paiement ne peut être supérieur au maximum de l'amende liée à l'infraction commise, majorée des décimes additionnels, et qu'il ne peut être inférieur à 50 euros. D'après la même disposition, le montant doit être déterminé par le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des ministres.

B.9.3. Dès lors qu'il habilitait le Roi à fixer le montant des amendes, le législateur devait, sous peine de méconnaître le principe de légalité, en fixer au moins le minimum et le maximum. Le pouvoir d'appréciation, ainsi limité, qu'il laisse au Roi n'est pas de nature à créer une discrimination par rapport aux auteurs d'infractions constatées autrement que « de manière automatisée ou avec l'aide d'un moyen technique ». Dans ces autres cas, la peine prévue comporte également un minimum et elle ne peut dépasser le même maximum, le juge disposant du pouvoir de fixer la peine dans les limites déterminées par la loi. Il s'ensuit que, en ce qui concerne la détermination de la peine, les deux catégories de personnes font l'objet de traitements qui ne diffèrent pas de manière essentielle.

B.10. Le sixième moyen ne peut être accueilli.

Par ces motifs,

la Cour

- annule, dans l'article 65ter, § 7, des lois relatives à la police de la circulation routière, coordonnées le 16 mars 1968, inséré par l'article 31 de la loi du 7 février 2003 portant diverses dispositions en matière de sécurité routière, la phrase :

« Cette requête n'est recevable qu'après paiement complet de la somme imposée conformément au § 4, alinéa 1^{er}, sauf lorsque l'intéressé peut faire appel à l'assistance judiciaire conformément à la partie IV, livre I, du Code judiciaire. »;

- rejette le recours pour le surplus.

Ainsi prononcé en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, à l'audience publique du 16 novembre 2004.

Le greffier,

P.-Y. Dutilleux.

Le président,

M. Melchior.

ARBITRAGEHOF

[2004/203514]

Uittreksel uit arrest nr. 182/2004 van 16 november 2004

Rolnummer 2775

In zake : het beroep tot vernietiging van de artikelen 28 tot 31 van de wet van 7 februari 2003 houdende verschillende bepalingen inzake verkeersveiligheid, ingesteld door V. Castelli.

Het Arbitragehof,

samengesteld uit de voorzitters M. Melchior en A. Arts, en de rechters P. Martens, R. Henneuse, M. Bossuyt, E. De Groot, L. Lavrysen, A. Alen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman, E. Derycke en J. Spreutels, bijgestaan door de griffier P.-Y. Dutilleux, onder voorzitterschap van voorzitter M. Melchior,

wijst na beraad het volgende arrest :

I. *Onderwerp van het beroep en rechtspleging*

Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 23 augustus 2003 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 25 augustus 2003, heeft V. Castelli, wonende te 4432 Alleur, rue Lambert Dewonck 146, beroep tot vernietiging ingesteld van de artikelen 28 tot 31 van de wet van 7 februari 2003 houdende verschillende bepalingen inzake verkeersveiligheid (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 25 februari 2003).

(...)

II. *In rechte*

(...)

Wat de bestreden bepalingen betreft

B.1. Uit het verzoekschrift tot vernietiging blijkt dat het alleen betrekking heeft op de artikelen 30 en 31 van de wet van 7 februari 2003 houdende verschillende bepalingen inzake verkeersveiligheid. Het Hof beperkt dan ook zijn onderzoek tot die twee bepalingen.

De artikelen 30 en 31 van de voormelde wet bepalen :

« Art. 30. In artikel 65 van dezelfde gecoördineerde wetten wordt een § 3*bis* ingevoegd, luidend als volgt :

' § 3*bis*. Indien de overtreder zijn vaste verblijfplaats in België heeft en het voorgestelde bedrag niet onmiddellijk betaalt, beschikt hij over een termijn van vijf dagen om zich te kwijten van deze betaling. In dat geval kan het voertuig dat door de overtreder werd bestuurd worden ingehouden op zijn kosten en risico tot aan het overhandigen van het bedrag en het bewijs van de betaling van eventuele kosten voor de bewaring van het voertuig.

Wanneer deze termijn is verstreken kan het openbaar ministerie de inbeslagneming van het voertuig bevelen.

Binnen twee werkdagen wordt een bericht van inbeslagneming opgestuurd naar de eigenaar van het voertuig.

Tijdens de duur van de inbeslagneming blijft het voertuig in beslag genomen op risico en kosten van de overtreder.

De inbeslagneming wordt opgeheven na het bewijs van de betaling van het bedrag en van de eventuele kosten voor de bewaring van het voertuig. '

Art. 31. In titel V van dezelfde gecoördineerde wetten, wordt een hoofdstuk II*bis* ingevoegd, dat de artikelen 65*bis* en 65*ter* omvat, luidende :

' Hoofdstuk II*bis*. Bevel tot betaling opgelegd door de procureur des Konings wegens bepaalde overtredingen door een persoon die in België een vaste woonplaats of een vaste verblijfplaats heeft

Art. 65*bis*. § 1. Na vaststelling van een van de volgende overtredingen :

1° tot het overschrijden van de toegelaten maximumsnelheid;

2° door een rood of vast oranje-geel verkeerslicht rijden;

3° artikel 34 van deze wet;

4° artikel 37*bis*, § 1, 1°, 4° tot 6° van deze wet;

wordt, indien het feit geen schade aan derden heeft veroorzaakt, een bevel tot betaling van een geldsom opgelegd. Dit bevel tot betaling kan enkel maar worden opgelegd voor zover de vaststelling is gebeurd op geautomatiseerde wijze of met behulp van een technisch hulpmiddel en voorzover de procureur des Konings oordeelt dat er geen betwisting bestaat nopens de materialiteit der feiten of de identiteit van de overtreder. In dat geval beschikt de procureur des Konings niet over de bevoegdheid om geen bevel tot betaling op te leggen. Wanneer naar zijn oordeel de materialiteit der feiten of de identiteit van de bestuurder niet onbetwistbaar vaststaat kan de in dit artikel bepaalde procedure van bevel tot betaling niet toegepast worden.

Strafrechtelijke vervolging en toepassing van hoofdstuk III van titel I van boek II van het Wetboek van strafvordering worden uitgesloten ten aanzien van de overtredingen die overeenkomstig artikel 65*bis* met een bevel tot betaling van een geldsom worden gesanctioneerd, met uitzondering evenwel van de mogelijkheid voor de procureur des Konings in geval van een overtreding als bedoeld in artikel 29, § 1, eerste lid, de overtreder rechtstreeks te dagvaarden voor de politierechtbank met het oog op het bekomen van een verval van het recht tot sturen, als bedoeld in artikel 38.

§ 2. Het bedrag van deze som, dat niet hoger mag zijn dan het maximum van de geldboete die op die overtreding staat, vermeerderd met de opdecimen, wordt door de Koning bepaald, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad. Zij mag niet lager zijn dan 50 euro.

Indien binnen het jaar te rekenen van de datum van bevel tot betaling opgelegd door de procureur des Konings een nieuwe in § 1, eerste lid, bedoelde overtreding wordt vastgesteld kunnen de in het vorige lid bedoelde bedragen worden verdubbeld. In dat geval oordeelt de procureur des Konings dat ofwel een nieuw bevel tot betaling wordt opgelegd, ofwel toepassing wordt gemaakt van artikel 216*bis*, 216*ter* of 216*quater* van het wetboek van strafvordering, dan wel tot strafrechtelijke vervolging wordt overgegaan.

De vaststelling van een samenloop van meerdere overtredingen als bedoeld in § 1 maakt het voorwerp uit van een betaling van een enkele som.

Art. 65*ter*. § 1. Overeenkomstig artikel 62, achtste lid wordt een afschrift van het proces-verbaal aan de overtreder gezonden binnen een termijn van veertien dagen na de vaststelling van de inbreuk. De overtreder beschikt over een termijn van veertien dagen te rekenen van de dag van de verzending van het afschrift van het proces-verbaal om zijn verweermiddelen met betrekking tot de hem ten laste gelegde misdrijven te laten kennen aan de procureur des Konings.

§ 2. Het bevel tot betaling bedoeld in artikel 65bis wordt opgelegd en ondertekend door de procureur des Konings en bevat ten minste de volgende vermeldingen :

- 1° de dagtekening;
- 2° de identiteit van de overtreder of de nummerplaat van het voertuig waarmee de overtreding werd begaan;
- 3° de ten laste gelegde feiten en de geschonden wetsbepalingen;
- 4° de datum en het tijdstip waarop en de plaats waar de overtreding is vastgesteld;
- 5° het bedrag van de som evenals de wijze waarop deze moet worden betaald;
- 6° de dag waarop de som uiterlijk moet zijn betaald, evenals de verhogingen wanneer niet tijdig wordt betaald;
- 7° de mogelijkheden tot beroep bij de politierechter, onverminderd de mogelijkheid tot uitvoering van de geheven som.

§ 3. Het bevel tot betaling van de som wordt aan de overtreder per gerechtsbrief gezonden binnen een termijn van 40 dagen na de vaststelling van de overtreding. Een kopie van het bevel tot betaling zal terzelfder tijd naar de ontvanger der domeinen worden opgestuurd terzelfder tijd.

§ 4. De overtreder is gehouden de som te betalen binnen de maand na de kennisgeving van het bevel tot betaling. De kennisgeving wordt geacht te hebben plaatsgevonden op de tweede dag die volgt op die van de verzending.

Wanneer de overtreder het bevel tot betaling niet geheel voldoet binnen de in het eerste lid bepaalde termijn, wordt het bedrag ervan met 25 % verhoogd. Deze verhoging is niet van toepassing indien de overtreder beroep bij de politierechtbank instelt.

Het aldus verhoogde bedrag moet binnen een maand na aanmaning, waarin het overeenkomstig het vorige lid verhoogde bedrag is opgenomen, worden betaald.

§ 5. Wanneer de overtreder nalaat de som binnen de in § 4, derde lid, bedoelde termijn te betalen, wordt het bevel tot betaling van de som van rechtswege uitvoerbaar. De invordering gebeurt door de ontvanger van de penale boeten.

§ 6. Wanneer de overtreder na aanmaning blijft nalaten de overeenkomstig § 4, derde lid, verhoogde som volledig te betalen kan de ontvanger van de penale boeten van de woonplaats of hoofdverblijfplaats van de overtreder of van de plaats van overtreding het voertuig waarmee de overtreding werd begaan of het voertuig ingeschreven op naam van de overtreder opleggen.

De oplegging wordt ten vroegste opgeheven op de dag van volledige betaling van de geheven som en van de eventuele kosten. De oplegging wordt beëindigd op verzoek van de ontvanger der domeinen en de ontvanger van de penale boeten. In geval van oplegging zijn de artikelen 53 en 54 van toepassing. Indien de overtreder de verschuldigde som niet heeft betaald binnen zes maanden na de vaststelling van de overtreding kan de ontvanger van de penale boeten overgaan tot de gedwongen verkoop van het voertuig, op voorwaarde dat het voertuig de eigendom is van de overtreder.

§ 7. De overtreder kan een schriftelijk verzoek tot intrekking van het bevel of tot vermindering van het bedrag van de som tot de politierechter richten binnen een termijn van veertien dagen na de kennisgeving van het bevel tot betaling. Dit verzoek is slechts ontvankelijk na volledige betaling van de overeenkomstig § 4, eerste lid, opgelegde som, behoudens wanneer de betrokkene een beroep kan doen op rechtsbijstand in toepassing van deel IV, boek I, van het Gerechtelijk Wetboek. Dit beroep wordt ingesteld door middel van een verzoekschrift ingediend ter griffie van de politierechtbank van het rechtsgebied waar de overtreding plaatsvond.

De politierechter beoordeelt de wettigheid en de proportionaliteit van de opgelegde som. Hij kan de beslissing van de procureur des Konings bevestigen, wijzigen of intrekken.

Een hoger beroep tegen de beslissing van de politierechter kan worden ingesteld bij de correctionele rechtbank die zitting houdt in beroep. Dit hoger beroep wordt ingesteld overeenkomstig de artikelen 1056 en 1057 van het Gerechtelijk Wetboek. Enkel een voorziening in cassatie kan tegen het vonnis van de correctionele rechtbank worden ingesteld.

Onder voorbehoud van de toepassing van de vorige leden zijn de bepalingen van het Gerechtelijk Wetboek van toepassing op het beroep bij de correctionele rechtbank. »

Wat het belang van de verzoekende partij betreft

B.2.1. De Ministerraad betwist het belang van de verzoekende partij omdat haar hoedanigheid van weggebruiker en houder van een rijbewijs niet zou volstaan als bewijs van het rechtens vereiste belang om de vernietiging van de aangevochten bepalingen te vorderen.

B.2.2. Artikel 142, derde lid, van de Grondwet bepaalt :

« De zaak kan bij het Hof aanhangig worden gemaakt door iedere bij wet aangewezen overheid, door ieder die doet blijken van een belang of, prejudicieel, door ieder rechtscollege. »

Krachtens artikel 2, 2°, van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof, kunnen beroepen worden ingesteld door " iedere natuurlijke of rechtspersoon die doet blijken van een belang ".

De voormelde bepalingen vereisen dat de natuurlijke of rechtspersoon die een verzoekschrift indient, doet blijken van een belang om voor het Hof in rechte te treden.

Van het vereiste belang doen slechts blijken de personen wier situatie door de bestreden norm rechtstreeks en ongunstig zou kunnen worden geraakt.

B.2.3. De verzoekende partij, die houder is van een rijbewijs, zou rechtstreeks en ongunstig door de bestreden bepalingen kunnen worden geraakt in zoverre die een procedure van bevel tot betaling invoeren die op haar zou kunnen worden toegepast wanneer zij een van de in de wet bedoelde inbreuken zou begaan.

B.3. De exceptie wordt verworpen.

Wat het eerste middel betreft

B.4.1. De verzoekende partij leidt een eerste middel af uit de schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet doordat het systeem van bevel tot onmiddellijke betaling alleen van toepassing is op de overtreder indien deze in België een vaste woonplaats of een vaste verblijfplaats heeft.

B.4.2. Het kan redelijk worden verantwoord dat de wetgever, met de bedoeling het aantal verkeersongevallen drastisch te verminderen, een aantal maatregelen neemt die om administratieve redenen niet zouden kunnen gelden voor de personen die in België geen vaste woonplaats of vaste verblijfplaats hebben.

Aangezien de procedure van bevel tot betaling alleen betrekking heeft op de misdrijven die op geautomatiseerde wijze of met behulp van een technisch hulpmiddel zijn vastgesteld (artikel 65bis, § 1, eerste lid) en zij impliceert dat het bevel tot betaling per gerechtsbrief aan de overtreder wordt verzonden binnen een termijn van veertig dagen na de vaststelling van het misdrijf (artikel 65ter, § 3), waarbij de som moet worden betaald binnen de maand na de kennisgeving van het bevel tot betaling (artikel 65ter, § 4), kon de wetgever immers ervan uitgaan dat zulk een procedure niet kon worden overwogen voor overtreders voor wie het opsporen van hun woon- of verblijfplaats in het buitenland en hun vervolging kunnen leiden tot een uiterst zware werklast voor het parket en op termijn ondoeltreffend zouden zijn.

B.4.3. Het eerste middel kan niet worden aangenomen.

Wat het tweede middel betreft

B.5.1. De verzoekende partij leidt een tweede middel af uit de schending, door de aangevochten bepalingen, van de artikelen 10 en 11, in samenhang gelezen met artikel 151 van de Grondwet, doordat, ingevolge die bepalingen, de procureur des Konings elke beoordelingsbevoegdheid over het misdrijf zou verliezen.

B.5.2. Artikel 151, § 1, van de Grondwet bepaalt :

« De rechters zijn onafhankelijk in de uitoefening van hun rechtsprekende bevoegdheden. Het openbaar ministerie is onafhankelijk in de individuele opsporing en vervolging onverminderd het recht van de bevoegde minister om de vervolging te bevelen en om de bindende richtlijnen van het strafrechtelijk beleid, inclusief die van het opsporings- en vervolgingsbeleid, vast te leggen. »

B.5.3. Door het openbaar ministerie zijn beoordelingsbevoegdheid te ontnemen met betrekking tot de opportuniteit van het vervolgen van een categorie van misdrijven, voert de wetgever een verschil in behandeling tussen twee categorieën van burgers in : enerzijds, de burgers die een misdrijf hebben begaan waarvoor het openbaar ministerie over die beoordelingsbevoegdheid beschikt en, anderzijds, diegenen die misdrijven hebben begaan waarvoor het openbaar ministerie door de wetgever wordt verplicht te vervolgen. Volgens de verzoekende partij zou die tweede categorie op discriminerende wijze het beginsel worden ontzegd van onafhankelijkheid van het openbaar ministerie in de uitoefening van zijn bevoegdheden, dat besloten ligt in artikel 151 van de Grondwet.

B.5.4. Uit de parlementaire voorbereiding van artikel 151 van de Grondwet blijkt dat :

« het openbaar ministerie onafhankelijk is wanneer het de strafvordering instelt en dus bij het vervolgen van misdrijven, weze het dat het openbaar ministerie hier [...] geen rechterlijk ambt uitoefent maar veeleer een ambt van de uitvoerende macht en aldus onderworpen is aan het gezag en het toezicht van de minister van Justitie. Vandaar dat paragraaf één verwijst naar de mogelijkheid van de minister van Justitie om de strafvervolging te bevelen (artikel 274 en volgende : het positief injunctierecht), evenals naar de bevoegdheid van de minister van Justitie om de richtlijnen van het strafrechtelijk beleid, inclusief die van het opsporings- en vervolgingsbeleid, vast te stellen » (*Parl. St.*, Kamer, 1997-1998, nr. 1675/1, p. 4).

Zoals aangegeven in de parlementaire voorbereiding van artikel 151 van de Grondwet (*ibid.*, p. 3 en pp. 27-28), kan het openbaar ministerie van de Minister van Justitie bevelen tot vervolging krijgen en moet het zich onderwerpen aan de richtlijnen van strafrechtelijk beleid die de Minister kan goedkeuren, waarbij hij echter binnen het wettelijke kader moet blijven " rekening houdend met de beoordelingsmarges waarin de wetgever in de wetgevende bepalingen heeft voorzien " (wetsontwerp tot instelling van het college van procureurs-generaal en tot instelling van het ambt van nationaal magistraat, *Parl. St.*, Kamer, 1996-1997, nr. 867/6, p. 29).

B.5.5.1. Het staat aan de wetgever de maatregelen te nemen die hij nodig acht voor de uitvoering van het repressieve beleid dat hij wil voeren met betrekking tot bepaalde categorieën van misdrijven. Die maatregelen kunnen voor het openbaar ministerie de verplichting inhouden de overtreder te vervolgen zonder dat het de opportuniteit van die vervolging mag beoordelen.

B.5.5.2. Het Hof moet echter onderzoeken of de wetgever, met de maatregelen die hij heeft aangenomen te dezen niet zonder redelijke verantwoording afbreuk heeft gedaan aan de rechten van een categorie van burgers.

B.5.5.3. Het verschil in behandeling dat door de verzoekende partij wordt aangeklaagd, berust op een objectief criterium, namelijk het middel dat gebruikt is om de vier categorieën van misdrijven die door artikel 65bis, § 1, eerste lid, van de bestreden wet worden beoogd, vast te stellen.

Door het openbaar ministerie te verplichten de overtreder van een van voormelde misdrijven te vervolgen, heeft de wetgever « storend en gevaarlijk rijgedrag met dikwijls catastrofale gevolgen voor de slachtoffers », dat de bestuurders blijven vertonen ondanks alle preventiecampagnes en vervolging via het klassieke penale circuit, doeltreffender willen vervolgen (*Parl. St.*, Kamer, 2001-2002, DOC 50-1915/001, p. 20).

Hij heeft dan ook geopteerd voor « een *sui generis* procedure die het midden houdt tussen een zuiver administratief sanctioneringssysteem (zoals bijvoorbeeld voorzien door de wet van 21 december 1998 betreffende de veiligheid bij voetbalwedstrijden of de wet van 13 mei 1999 tot invoering van gemeentelijke administratieve sancties) en het klassieke penale afhandelingssysteem ». Hij oordeelde : « de mix zit hem er in dat het een administratief [...] sanctioneringssysteem is [dat] evenwel [wordt] toegepast en opgelegd door de parketmagistratuur, wat nog meer garanties biedt in termen van behoorlijke procesvoering en eerbiediging van de rechten van de verdediging » (*Parl. St.*, Kamer, 2001-2002, DOC 50-1915/001, p. 19).

B.5.6. In het licht van de omschreven doelstelling en rekening houdend met de aard en de gevolgen van de in het geding zijnde misdrijven, kan redelijk worden verantwoord dat de wetgever de beoordelingsbevoegdheid van het openbaar ministerie met betrekking tot de vervolging van die misdrijven beperkt.

Zulk een maatregel zou alleen discriminerend zijn indien hij tot gevolg zou hebben dat, door het openbaar ministerie de bevoegdheid te ontnemen om te oordelen of het opportuun is de overtreder te vervolgen in het geval waarin de materialiteit van de feiten en de identiteit van de overtreder vaststaan, het openbaar ministerie de bevoegdheid wordt ontnomen om te oordelen of het om een misdrijf gaat.

Krachtens de artikelen 70 en 71 van het Strafwetboek is er geen misdrijf wanneer het feit gerechtvaardigd wordt door een van de gronden die erin vermeld zijn. Daaruit volgt dat de procureur des Konings, ook al kan hij niet oordelen of de vervolging opportuun is, zich niet eraan kan onttrekken na te gaan of er een rechtvaardigingsgrond bestaat, in welk geval de feiten geen misdrijf uitmaken.

Aangezien de wet niet tot gevolg kan hebben dat de procureur des Konings wordt verhinderd na te gaan of er een rechtvaardigingsgrond bestaat, is zij niet onbestaanbaar met de artikelen 10 en 11 van de Grondwet.

B.6. Het tweede middel kan niet worden aangenomen.

Wat het derde en het vierde middel betreft

B.7.1. De verzoekende partij bekritiseert artikel 65ter, § 7, in zoverre het de volledige betaling oplegt van de som die in het bevel tot betaling wordt gevorderd, als voorwaarde voor ontvankelijkheid van het verzoekschrift dat bij de politierechtbank is ingediend om dat bevel in te trekken of het bedrag van de erin vastgestelde som te verminderen.

In het derde middel voert de verzoekende partij een schending aan van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet doordat alleen de personen die een beroep kunnen doen op rechtsbijstand, van die voorafgaande betaling zijn vrijgesteld.

Het vierde middel is afgeleid uit de schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, in samenhang gelezen met artikel 6 van het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens, doordat de overtreder, ingevolge de bestreden bepalingen, zou worden ontmoedigd een beroep te doen op een onpartijdige rechtbank omdat hij verplicht is de som bedoeld in het bevel tot betaling vooraf te betalen, doordat de termijn van veertien dagen waarbinnen het schriftelijke verzoek ter griffie van de politierechtbank moet worden ingediend, onvoldoende zou zijn en doordat het beroep ingesteld bij de politierechtbank niet opschortend is.

B.7.2. De parlementaire voorbereiding met betrekking tot de bestreden bepaling vermeldt het volgende :

« Bedoeling is dat [het bevel tot betaling] vrij snel de inbreuk volgt en dat er ook effectief betaald wordt. Dit doel tracht het wetsontwerp te bereiken door meerdere gelijktijdige maatregelen :

- indien betrokkene niet betaald wordt de boete automatisch

verhoogd met 25 %

- indien betrokkene het bevel tot betaling wenst te betwisten, waartoe hij het recht zal krijgen (zie verder) dient hij echter eerst het bevel tot betaling te voldoen. In dat opzicht verschilt deze procedure wezenlijk van zowel de onmiddellijke inning als de minnelijke schikking die beide de instemming van de overtreder moeten bekomen.

- Het bevel tot betaling is op zich een uitvoerbare titel. M.a.w., het is voor de daadwerkelijke invordering van de boete niet meer nodig nog eerst bij de burgerlijke rechtbank een uitvoerbare titel te bekomen. Men kan met het bevel in de hand een gerechtsdeurwaarder zo nodig tot uitvoering laten overgaan.

Dit alles betekent echter niet dat aan de overtreder niet de nodige garanties worden verleend. Zo heeft hij het recht om binnen de 15 dagen na de vaststelling van de inbreuk zijn of haar verweermiddelen te laten kennen aan de procureur des Konings. Typisch voorbeeld daarvan is als degene aan wie het P.V. is gezonden kan bewijzen dat niet hij of zij maar iemand anders op het moment van de vaststelling de bestuurder was. Vervolgens heeft de overtreder het recht, conform de rechtspraak van het Europees Hof voor de Rechten van de Mens, beroep aan te tekenen tegen het bevel tot betaling bij een rechtscollège met volle rechtsmacht, namelijk de politierechter. Teneinde echter nog meer garanties in te bouwen wordt de betrokkene bijkomend nog eens het recht verleend tegen het vonnis van de politierechter hoger beroep aan te tekenen bij de correctionele rechtbank zetelend in graad van beroep. M.a.w. het is zelfs allermindst zeker dat de overtreder in deze procedure minder rechten zou hebben dan wanneer de klassieke strafrechtelijke weg zou gevolgd worden. *In casu* wordt het bevel opgelegd door een parketmagistraat en is er een beroep mogelijk bij twee rechtstanties die over volle rechtsmacht beschikken. In het klassieke penale circuit ontbeert men zelfs de schakel van het openbaar ministerie en kan een geldboete maar opgelegd worden door de rechtbank. » (*Parl. St.*, Kamer, 2001-2002, DOC 50-1915/001, pp. 18-19)

B.7.3. Er dient te worden onderzocht of de sanctie waarin de wetgever heeft voorzien, van strafrechtelijke aard is.

Het Hof stelt vast dat de in artikel 31 van de wet van 7 februari 2003 bedoelde sanctie een overwegend repressief karakter heeft; zij heeft tot doel de misdrijven begaan door alle bestuurders van een motorrijtuig die een van die misdrijven zouden begaan, te voorkomen en te bestraffen; die personen, die vooraf de sanctie kennen die zij riskeren op te lopen, worden ertoe aangezet hun verplichtingen na te komen; de maatregel is ingevoegd in de wet betreffende de politie over het wegverkeer, gecoördineerd op 16 maart 1968. Die vaststellingen leiden tot de conclusie dat de in het geding zijnde sanctie van strafrechtelijke aard is.

B.7.4. Door de maatregel volgens welke het beroep dat de overtreder instelt bij de politierechtbank om de intrekking van het bevel tot betaling of de vermindering van de verschuldigde som te verkrijgen, slechts ontvankelijk is na volledige betaling van die som, behalve wanneer de betrokkene een beroep kan doen op rechtsbijstand, verliest de rechtzoekende, zonder redelijke verantwoording, het recht dat erin bestaat dat erin tegen hem ingestelde strafvervolgung wordt voorgelegd aan een onafhankelijke en onpartijdige rechterlijke instantie. De rechtzoekende verliest immers de mogelijkheid een ontvankelijk beroep in te stellen wanneer hij zich in financiële moeilijkheden bevindt, ook al zijn die tijdelijk, en hij niet aan de wettelijke voorwaarden voldoet om op rechtsbijstand aanspraak te kunnen maken, en wanneer hij niet in staat is om binnen een termijn van veertien dagen na de kennisgeving van het bevel tot betaling het vereiste bedrag bijeen te brengen.

B.7.5. Het vierde middel is gegrond.

B.7.6. Het derde middel dient bijgevolg niet te worden onderzocht.

Wat het vijfde middel betreft

B.8.1. De verzoekende partij voert een schending aan van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet door artikel 31 van de wet van 7 februari 2003, doordat het voor identieke misdrijven twee verschillende vervolgingsprocedures invoert naargelang die misdrijven zijn vastgesteld hetzij op geautomatiseerde wijze of met behulp van een technisch hulpmiddel, hetzij door een politieagent.

B.8.2. Volgens de parlementaire voorbereiding van de aangevochten wet kunnen de vier in de wet bedoelde soorten inbreuken automatisch worden vastgesteld :

« de alcoholintoxicatie door middel van de ademtest of het ademanalysetoestel of de bloedproef; de intoxicatie door inname van verdovende middelen via de urinetest en de snelheidsovertredingen; het negeren van het rode licht door radars of andere geautomatiseerde toestellen (waarbij foto's worden genomen)

In 99 % van de zaken kan er dus geen discussie zijn over de materialiteit der feiten vermits de vaststelling van de inbreuk omdat de politie bij de vaststelling van de overtreding gebruik maakt van bijkomende technische hulpmiddelen met volkomen controleerbare resultaten. » (*Parl. St.*, Kamer, 2001-2002, DOC 50-1915/001, p. 17)

B.8.3. Door een specifiek stelsel in te voeren voor de vervolging van de misdrijven die op geautomatiseerde wijze of met behulp van een technisch hulpmiddel zijn vastgesteld wanneer de procureur des Konings oordeelt dat er geen betwisting bestaat over de materialiteit van de feiten of de identiteit van de overtreder, wilde de wetgever de strafrechtelijke vervolging van de meest voorkomende overtredingen die bovendien catastrofale gevolgen kunnen hebben voor de weggebruikers, doeltreffender maken. Het gegeven dat de wetgever is afgeweken van de gemeenrechtelijke procedure, is op zich niet discriminerend.

De overtreders op wie de afwijkende procedure wordt toegepast, worden evenwel gediscrimineerd in de mate aangegeven in B.7.4.

B.8.4. In die mate is het vijfde middel gegrond.

Wat het zesde middel betreft

B.9.1. De verzoekende partij voert een schending aan van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet doordat, afhankelijk van het middel dat is gebruikt om de overtreding vast te stellen, verschillende straffen van toepassing zouden zijn.

B.9.2. Artikel 65bis, § 2, bepaalt dat het bedrag van de som die in het bevel tot betaling wordt opgelegd, niet hoger mag zijn dan het maximum van de geldboete die op de begane overtreding staat, vermeerderd met de opdecimen, en dat het niet lager mag zijn dan 50 euro. Volgens dezelfde bepaling moet het bedrag worden bepaald door de Koning, bij in Ministerraad overlegd besluit.

B.9.3. Aangezien hij de Koning ertoe machtigde het bedrag van de geldboeten te bepalen, diende de wetgever, om het legaliteitsbeginsel niet te schenden, ten minste een minimum en een maximum vast te leggen. De op die wijze beperkte beoordelingsbevoegdheid die hij de Koning toekent, geeft geen aanleiding tot discriminatie ten opzichte van de personen die overtredingen hebben gepleegd die op een andere manier zijn vastgesteld dan « op geautomatiseerde wijze of met behulp van een technisch hulpmiddel ». In die andere gevallen houdt de straf eveneens een minimum in en mag zij hetzelfde maximum niet overschrijden, waarbij de rechter bevoegd is om de straf binnen de wettelijk vastgelegde grenzen te bepalen. Wat de straftoemeting betreft, worden de twee categorieën van personen bijgevolg niet op een fundamenteel verschillende wijze behandeld.

B.10. Het zesde middel kan niet worden aangenomen.

Om die redenen,
het Hof

- vernietigt, in artikel 65ter, § 7, van de wetten betreffende de politie over het wegverkeer, gecoördineerd op 16 maart 1968, ingevoegd bij artikel 31 van de wet van 7 februari 2003 houdende verschillende bepalingen inzake verkeersveiligheid, de zin :

« Dit verzoek is slechts ontvankelijk na volledige betaling van de overeenkomstig § 4, eerste lid, opgelegde som, behoudens wanneer de betrokkene een beroep kan doen op rechtsbijstand in toepassing van deel IV, boek I, van het Gerechtelijk Wetboek. »;

- verwerpt het beroep voor het overige.

Aldus uitgesproken in het Frans, het Nederlands en het Duits, overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof, op de openbare terechtzitting van 16 november 2004.

De griffier,
P.-Y. Dutilleux.

De voorzitter,
M. Melchior.

SCHIEDSHOF

[2004/203514]

Auszug aus dem Urteil Nr. 182/2004 vom 16. November 2004

Geschäftsvezeichnisnummer 2775

In Sachen: Klage auf Nichtigerklärung der Artikel 28 bis 31 des Gesetzes vom 7. Februar 2003 zur Festlegung verschiedener Bestimmungen in Sachen Verkehrssicherheit, erhoben von V. Castelli.

Der Schiedshof,

zusammengesetzt aus den Vorsitzenden M. Melchior und A. Arts, und den Richtern P. Martens, R. Henneuse, M. Bossuyt, E. De Groot, L. Lavrysen, A. Alen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman, E. Derycke und J. Spreutels, unter Assistenz des Kanzlers P.-Y. Dutilleux, unter dem Vorsitz des Vorsitzenden M. Melchior,

verkündet nach Beratung folgendes Urteil:

I. *Gegenstand der Klage und Verfahren*

Mit einer Klageschrift, die dem Hof mit am 23. August 2003 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 25. August 2003 in der Kanzlei eingegangen ist, erhob V. Castelli, wohnhaft in 4432 Alleur, rue Lambert Dewonck 146, Klage auf Nichtigerklärung der Artikel 28 bis 31 des Gesetzes vom 7. Februar 2003 zur Festlegung verschiedener Bestimmungen in Sachen Verkehrssicherheit (veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 25. Februar 2003).

(...)

II. *In rechtlicher Beziehung*

(...)

In bezug auf die angefochtenen Bestimmungen

B.1. Aus der Nichtigkeitsklageschrift geht hervor, daß sie sich lediglich auf die Artikel 30 und 31 des Gesetzes vom 7. Februar 2003 zur Festlegung verschiedener Bestimmungen in Sachen Verkehrssicherheit bezieht. Der Hof beschränkt somit seine Prüfung auf diese beiden Bestimmungen.

Die Artikel 30 und 31 des obengenannten Gesetzes bestimmen:

«Art. 30. In Artikel 65 derselben koordinierten Gesetze wird ein § 3bis mit folgendem Wortlaut eingefügt:

’ § 3bis. Wenn der Zuwiderhandelnde seinen festen Wohnort in Belgien hat und den vorgeschlagenen Betrag nicht sofort zahlt, verfügt er über eine Frist von fünf Tagen, um diesen Betrag zu zahlen. In diesem Fall kann das vom Zuwiderhandelnden geführte Fahrzeug auf Kosten und Risiko des Zuwiderhandelnden bis zur Zahlung des Betrags und bis zum Nachweis der Zahlung der eventuellen Kosten der Aufbewahrung des Fahrzeugs einbehalten werden.

Nach Ablauf dieser Frist kann die Staatsanwaltschaft die Beschlagnahme des Fahrzeugs anordnen.

Der Bescheid über die Beschlagnahme wird dem Eigentümer des Fahrzeugs binnen den nächsten beiden Werktagen zugestellt.

Während der Dauer der Beschlagnahme bleibt der Zuwiderhandelnde Träger der Kosten und des Risikos für das Fahrzeug.

Die Beschlagnahme wird aufgehoben, wenn der Nachweis über die Zahlung des Betrags und der eventuellen Kosten für die Aufbewahrung des Fahrzeugs erfolgt ist. ’

Art. 31. In Titel V derselben koordinierten Gesetze wird ein Kapitel *Iibis* eingefügt, das die Artikel *65bis* und *65ter* umfaßt und wie folgt lautet:

' Kapitel *Iibis*. Zahlungsaufforderung seitens des Prokurators des Königs aufgrund bestimmter Verstöße, die eine Person mit festem Wohnsitz oder festem Wohnort in Belgien begangen hat

Art. *65bis*. § 1. Nach Feststellung eines der folgenden Verstöße:

1. Überschreiten der erlaubten Höchstgeschwindigkeit,
2. Überfahren eines roten Lichtes oder eines gelben Dauerlichtes,
3. Verstoß gegen Artikel 34 des vorliegenden Gesetzes,
4. Verstoß gegen Artikel *37bis* § 1 Nr. 1 und Nr. 4 bis 6 des vorliegenden Gesetzes,

wird, insofern durch die Tat Drittpersonen kein Schaden zugefügt wurde, eine Aufforderung zur Zahlung eines Geldbetrags auferlegt. Diese Zahlungsaufforderung kann nur auferlegt werden, sofern die Feststellung auf automatisierte Weise oder anhand eines technischen Hilfsmittels erfolgt ist und sofern der Prokurator des Königs befindet, daß Tatbestand und Identität des Zuwiderhandelnden unbestreitbar feststehen. In diesem Fall liegt es nicht in der Zuständigkeit des Prokurators des Königs, keine Zahlungsaufforderung aufzuerlegen. Wenn der Tatbestand oder die Identität des Führers nach Ansicht des Prokurators des Königs keineswegs erwiesen ist, ist das in vorliegendem Artikel vorgesehene Zahlungsaufforderungsverfahren nicht anwendbar.

Strafverfolgung und Anwendung von Buch II Titel I Kapitel III des Strafprozeßgesetzbuches werden ausgeschlossen für Verstöße, die gemäß Artikel *65bis* mit einer Aufforderung zur Zahlung eines Geldbetrags bestraft werden, unbeschadet jedoch der Möglichkeit für den Prokurator des Königs den Zuwiderhandelnden im Falle eines in Artikel 29 § 1 Absatz 1 erwähnten Verstoßes sofort vor das Polizeigericht zu laden, um die in Artikel 38 erwähnte Entziehung der Fahrerlaubnis zu erwirken.

§ 2. Die Höhe dieses Betrags, der die höchste für diesen Verstoß vorgesehene Geldstrafe zuzüglich der Zuschlagzehntel nicht überschreiten darf, wird vom König durch einen im Ministerrat beratenen Erlaß festgelegt. Der Betrag darf nicht unter 50 Euro liegen.

Wenn binnen einem Jahr nach der vom Prokurator des Königs auferlegten Zahlungsaufforderung erneut ein in § 1 Absatz 1 erwähnter Verstoß festgestellt wird, können die im vorhergehenden Absatz erwähnten Beträge verdoppelt werden. In diesem Fall obliegt es dem Prokurator des Königs, entweder eine neue Zahlungsaufforderung aufzuerlegen oder Artikel *216bis*, *216ter* oder *216quater* des Strafprozeßgesetzbuches anzuwenden oder aber eine Strafverfolgung einzuleiten.

Werden mehrere in § 1 erwähnte Verstöße gleichzeitig festgestellt, ist ein einmaliger Geldbetrag zu zahlen.

Art. *65ter*. § 1. Gemäß Artikel 62 Absatz 8 wird dem Zuwiderhandelnden binnen einer Frist von vierzehn Tagen nach Feststellung des Verstoßes eine Abschrift des Protokolls zugesandt. Der Zuwiderhandelnde verfügt über eine Frist von vierzehn Tagen ab dem Datum des Versands der Abschrift des Protokolls, um dem Prokurator des Königs seine Verteidigungsmittel in Bezug auf die ihm zur Last gelegten Straftaten zur Kenntnis zu bringen.

§ 2. Die in Artikel *65bis* erwähnte Zahlungsaufforderung wird vom Prokurator des Königs auferlegt und unterzeichnet und enthält mindestens folgende Angaben:

1. Datum,
2. Identität des Zuwiderhandelnden oder Nummernschild des Fahrzeugs, mit dem der Verstoß begangen wurde,
3. zur Last gelegte Taten und Gesetzesbestimmungen, gegen die verstoßen wurde,
4. Datum, Zeitpunkt und Ort der Feststellung des Verstoßes,
5. Höhe des Betrags und Zahlungsweise,
6. Tag, an dem der Betrag spätestens gezahlt sein muß, und Zuschläge, wenn er nicht rechtzeitig gezahlt worden ist,
7. die Möglichkeit, beim Richter des Polizeigerichts Berufung einzulegen, unbeschadet der Möglichkeit, die Einziehung des erhobenen Betrags durchzuführen.

§ 3. Die Aufforderung zur Zahlung des Betrags wird dem Zuwiderhandelnden binnen 40 Tagen nach Feststellung des Verstoßes per Gerichtsbrief zugesandt. Gleichzeitig wird dem Einnahmer des Domänenamtes eine Abschrift der Zahlungsaufforderung zugesandt.

§ 4. Der Zuwiderhandelnde ist verpflichtet, den Betrag binnen einem Monat nach Notifizierung der Zahlungsaufforderung zu zahlen. Es wird davon ausgegangen, daß die Notifizierung am zweiten Tag nach dem Versandtag stattgefunden hat.

Wenn der Zuwiderhandelnde der Zahlungsaufforderung innerhalb der in Absatz 1 erwähnten Frist nicht vollständig nachkommt, wird der Betrag um 25% erhöht. Diese Erhöhung findet keine Anwendung, wenn der Zuwiderhandelnde beim Polizeigericht Berufung einlegt.

Der so erhöhte Betrag muß binnen einem Monat nach der Mahnung, in der der gemäß dem vorhergehenden Absatz erhöhte Betrag angegeben wird, gezahlt werden.

§ 5. Wenn der Zuwiderhandelnde es innerhalb der in § 4 Absatz 3 erwähnten Frist versäumt, den Betrag zu zahlen, wird die Zahlungsaufforderung von Rechts wegen vollstreckbar. Die Eintreibung erfolgt durch den Einnahmer der Geldstrafen im strafrechtlichen Sinne.

§ 6. Wenn der Zuwiderhandelnde nach erfolgter Mahnung es weiterhin versäumt, den gemäß § 4 Absatz 3 erhöhten Betrag vollständig zu zahlen, kann der Einnahmer der Geldstrafen im strafrechtlichen Sinne des Wohnsitzes oder Hauptwohntortes des Zuwiderhandelnden oder des Ortes, an dem der Verstoß begangen wurde, das Fahrzeug, mit dem der Verstoß begangen wurde, oder das auf den Namen des Zuwiderhandelnden zugelassene Fahrzeug stilllegen.

Die Stilllegung wird frühestens am Tag der vollständigen Zahlung des erhobenen Betrags und der eventuellen Kosten aufgehoben. Der Stilllegung wird auf Antrag des Einnahmers des Domänenamtes und des Einnahmers der Geldstrafen im strafrechtlichen Sinne ein Ende gesetzt. Bei einer Stilllegung sind die Artikel 53 und 54 anwendbar. Hat der Zuwiderhandelnde den geschuldeten Betrag binnen sechs Monaten nach Feststellung des Verstoßes nicht gezahlt, kann der Einnahmer der Geldstrafen im strafrechtlichen Sinne den Zwangsverkauf des Fahrzeugs vornehmen, vorausgesetzt, daß der Zuwiderhandelnde der Eigentümer des Fahrzeugs ist.

§ 7. Der Zuwiderhandelnde kann dem Richter des Polizeigerichts binnen vierzehn Tagen nach Notifizierung der Zahlungsaufforderung einen schriftlichen Antrag auf Widerruf der Zahlungsaufforderung oder auf Herabsetzung der Höhe des Betrags zusenden. Dieser Antrag ist nur nach vollständiger Zahlung des gemäß § 4 Absatz 1 auferlegten Betrags zulässig, außer wenn der Betreffende in Anwendung von Teil IV Buch I des Gerichtsgesetzbuches Gerichtskostenhilfe in Anspruch nehmen kann. Die Beschwerde wird durch einen Antrag erhoben, der bei der Kanzlei des Polizeigerichts des Amtsbereichs, wo der Verstoß begangen worden ist, eingereicht wird.

Der Polizeirichter befindet über die Rechtmäßigkeit und die Verhältnismäßigkeit des auferlegten Betrags. Er kann die Entscheidung des Prokurators des Königs bestätigen, abändern oder widerrufen.

Gegen die Entscheidung des Polizeirichters kann beim Korrekionalgericht, das als Berufungsinstanz entscheidet, Berufung eingelegt werden. Diese Berufung wird gemäß den Artikeln 1056 und 1057 des Gerichtsgesetzbuches eingelegt. Gegen das Urteil des Korrekionalgerichts kann nur eine Kassationsbeschwerde eingelegt werden.

Unter Vorbehalt der Anwendung der vorhergehenden Absätze sind für die Berufung beim Korrekionalgericht die Bestimmungen des Gerichtsgesetzbuches anwendbar. »

In bezug auf das Interesse der klagenden Partei

B.2.1. Der Ministerrat ficht das Interesse der klagenden Partei an, da ihre Eigenschaft als Verkehrsteilnehmerin und Inhaberin eines Führerscheins nicht ausreicht als Nachweis des rechtlich erforderlichen Interesses an der Klageerhebung auf Nichtigkeitserklärung der angefochtenen Bestimmungen.

B.2.2. Artikel 142 Absatz 3 der Verfassung bestimmt:

«Der Schiedshof kann angerufen werden von jeder durch Gesetz bezeichneten Behörde, von jedem, der ein Interesse nachweist, oder, zwecks Vorabentscheidung, von jedem Rechtsprechungsorgan.»

Kraft Artikel 2 Nr. 2 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof kann «jede natürliche oder juristische Person, die ein Interesse nachweist» Klage erheben.

Die vorgenannten Bestimmungen erfordern, daß eine natürliche oder juristische Person, die eine Klageschrift einreicht, ein Interesse an der Klageerhebung beim Hof nachweist.

Das erforderliche Interesse liegt nur bei jenen Personen vor, deren Situation durch die angefochtene Rechtsnorm unmittelbar und ungünstig beeinflußt werden könnte.

B.2.3. Die klagende Partei, die Inhaberin eines Führerscheins ist, könnte direkt und nachteilig von den angefochtenen Bestimmungen betroffen sein, insofern sie ein Zahlungsaufforderungsverfahren einführen, das auf sie angewandt werden könnte, wenn sie einen der im Gesetz vorgesehenen Verstöße begehen würde.

B.3. Die Einrede wird abgewiesen.

In bezug auf den ersten Klagegrund

B.4.1. Die klagende Partei leitet einen ersten Klagegrund aus einem Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung ab, da das System der Aufforderung zur sofortigen Zahlung nur auf den Zuwiderhandelnden anwendbar sei, wenn er einen festen Wohnsitz oder einen festen Wohnort in Belgien habe.

B.4.2. Es ist vernünftig zu rechtfertigen, daß der Gesetzgeber im dem Bemühen um eine drastische Senkung der Anzahl Verkehrsunfälle eine Reihe von Maßnahmen ergreift, die aus verhältnismäßigen Gründen nicht auf die Personen Anwendung finden können, die in Belgien keinen festen Wohnsitz oder festen Wohnort haben.

Da das Zahlungsaufforderungsverfahren nur auf die Verstöße Anwendung findet, die auf automatisierte Weise oder anhand eines technischen Hilfsmittels festgestellt wurden (Artikel 65bis § 1 Absatz 1), und es voraussetzt, daß die Zahlungsaufforderung dem Zuwiderhandelnden per Gerichtsbrief innerhalb einer Frist von vierzig Tagen nach Feststellung des Verstoßes zugesandt wird (Artikel 65ter § 3), wobei der Betrag innerhalb eines Monats nach der Notifizierung der Zahlungsaufforderung zu zahlen ist (Artikel 65ter § 4), konnte der Gesetzgeber nämlich davon ausgehen, daß ein solches Verfahren nicht ins Auge zu fassen war für Zuwiderhandelnde, bei denen das Aufspüren des Wohnsitzes oder Wohnortes im Ausland und die Verfolgung zu einer äußerst schweren Arbeitsbelastung für die Staatsanwaltschaft führen würden und sich auf lange Sicht als ineffizient erweisen würden.

B.4.3. Der erste Klagegrund ist nicht annehmbar.

In bezug auf den zweiten Klagegrund

B.5.1. Die klagende Partei leitet einen zweiten Klagegrund aus einem Verstoß durch die angefochtenen Bestimmungen gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung in Verbindung mit deren Artikel 151 ab, da der Procurator des Königs infolge dieser Bestimmungen jede Ermessensbefugnis über die Zuwiderhandlung verlieren würde.

B.5.2. Artikel 151 § 1 der Verfassung bestimmt:

«Die Richter sind unabhängig in der Ausübung ihrer Rechtsprechungsbefugnisse. Die Staatsanwaltschaft ist unabhängig in der Durchführung individueller Ermittlungen und Verfolgungen, unbeschadet des Rechts des zuständigen Ministers, Verfolgungen anzuordnen und zwingende Richtlinien für die Kriminalpolitik, einschließlich im Bereich der Ermittlungs- und Verfolgungspolitik, festzulegen.»

B.5.3. Indem der Gesetzgeber der Staatsanwaltschaft ihre Ermessensbefugnis in bezug auf die Opportunität der Verfolgung einer Kategorie von Verstößen entzieht, führt er einen Behandlungsunterschied zwischen zwei Kategorien von Bürgern ein, und zwar einerseits den Bürgern, die einen Verstoß begangen haben, für den die Staatsanwaltschaft über diese Ermessensbefugnis verfügt, und andererseits denjenigen, die Verstöße begangen haben, für die der Gesetzgeber der Staatsanwaltschaft die Verfolgung auferlegt. Nach Auffassung der klagenden Partei werde dieser zweiten Kategorie auf diskriminierende Weise der in Artikel 151 der Verfassung verankerte Grundsatz der Unabhängigkeit der Staatsanwaltschaft bei der Ausübung ihrer Befugnisse entzogen.

B.5.4. Aus den Vorarbeiten zu Artikel 151 der Verfassung geht hervor, daß

«die Staatsanwaltschaft unabhängig ist, wenn sie Anklage erhebt, und somit bei der Verfolgung von Straftaten, selbst wenn sie hier keine richterliche Funktion ausübt, sondern eher eine Funktion der ausführenden Gewalt, und somit der Aufsicht und der Kontrolle des Justizministers unterliegt. Aus diesem Grund verweist Paragraph 1 auf die Möglichkeit für den Justizminister, die Strafverfolgung aufzuerlegen (Artikel 274 und folgende: die positive Anordnungsbefugnis), sowie auf die Befugnis des Justizministers, die Richtlinien der Kriminalpolitik, einschließlich im Bereich der Ermittlungs- und Verfolgungspolitik, festzulegen» (*Parl. Dok.*, Kammer, 1997-1998, Nr. 1675/1, S. 4).

Gemäß diesen Vorarbeiten zu Artikel 151 der Verfassung (ebenda, S. 3 und SS. 27-28) kann die Staatsanwaltschaft vom Justizminister Anordnungen zur Verfolgung erhalten und muß sie sich den Richtlinien der Kriminalpolitik unterwerfen, die der Minister annehmen kann, wobei sie jedoch innerhalb des gesetzlichen Rahmens bleiben muß, «unter Berücksichtigung der Ermessensbefugnis, die der Gesetzgeber in den Gesetzesbestimmungen vorgesehen hat» (Gesetzesentwurf zur Einsetzung des Kollegiums der Generalprokuratoren und zur Einführung des Amtes eines Nationalmagistrats, *Parl. Dok.*, Kammer, 1996-1997, Nr. 867/6, S. 29).

B.5.5.1. Es obliegt dem Gesetzgeber, die Maßnahmen zu ergreifen, die seines Erachtens notwendig sind für die Durchführung der Strafpolitik, die er in bezug auf gewisse Kategorien von Verstößen zu führen beabsichtigt. Diese Maßnahmen können für die Staatsanwaltschaft die Verpflichtung enthalten, bei einem dieser Verstöße den Zuwiderhandelnden zu verfolgen, ohne die Opportunität dieser Verfolgung beurteilen zu können.

B.5.5.2. Der Hof muß jedoch prüfen, ob der Gesetzgeber im vorliegenden Fall durch die Annahme dieser Maßnahmen nicht ohne vernünftige Rechtfertigung die Rechte einer Kategorie von Bürgern verletzt hat.

B.5.5.3. Der von der klagenden Partei angeprangerte Behandlungsunterschied beruht auf einem objektiven Kriterium, nämlich dem Mittel zur Feststellung der vier Kategorien von Verstößen, die in Artikel 65bis § 1 Absatz 1 des angefochtenen Gesetzes vorgesehen sind.

Indem der Gesetzgeber die Staatsanwaltschaft verpflichtete, die Urheber von solchen Verstößen zu verfolgen, wollte er «störendes und gefährliches Verhalten mit oft katastrophalen Folgen für die Opfer», das die Fahrer weiterhin an den Tag legen trotz aller Vorbeugungskampagnen und der Verfolgung über das klassische Strafsystem, wirksamer verfolgen (*Parl. Dok.*, Kammer, 2001-2002, DOC 50-1915/001, S. 20).

Daher hat er sich entschieden für ein «Verfahren *sui generis*, das einen Mittelweg zwischen einem reinen verwaltungsmäßigen Bestrafungsverfahren (wie es beispielsweise im Gesetz vom 21. Dezember 1998 über die Sicherheit bei Fußballspielen oder im Gesetz vom 13. Mai 1999 zur Einführung kommunaler Verwaltungssanktionen vorgesehen ist) und einem klassischen System der Strafbehandlung darstellt». Er vertrat den Standpunkt, «dieser Mittelweg ermöglicht es, daß ein verwaltungsmäßiges Bestrafungssystem auch von der Staatsanwaltschaft angewandt und auferlegt wird, was noch mehr Garantien bezüglich des Verfahrens und der Einhaltung der Rechte der Verteidigung bietet» (*Parl. Dok.*, Kammer, 2001-2002, DOC 50-1915/001, S. 19).

B.5.6. Im Lichte dieser Zielsetzung und unter Berücksichtigung der Art und der Wirkungen der betreffenden Verstöße ist es vernünftig zu rechtfertigen, daß der Gesetzgeber die Ermessensbefugnis der Staatsanwaltschaft bei der Verfolgung dieser Verstöße einschränkt.

Eine solche Maßnahme wäre nur dann diskriminierend, wenn sie dazu führen würde, daß dadurch, daß der Staatsanwaltschaft die Ermessensbefugnis entzogen würde, zu urteilen, ob es angebracht ist, den Zuwiderhandelnden zu verfolgen, falls das Vorliegen des Tatbestandes und die Identität des Zuwiderhandelnden erwiesen sind, ihr auch die Befugnis entzogen würde, zu beurteilen, ob es sich um einen Verstoß handelt.

Gemäß den Artikeln 70 und 71 des Strafgesetzbuches liegt kein Verstoß vor, wenn die Tat durch einen der darin angeführten Gründe gerechtfertigt ist. Daraus ergibt sich, daß der Prokurator des Königs, auch wenn er nicht die Opportunität der Verfolgung beurteilen kann, sich nicht der Pflicht entziehen kann zu prüfen, ob kein Rechtfertigungsgrund vorliegt, wobei in diesem Fall die Tat keinen Verstoß darstellt.

Da das Gesetz nicht zur Folge haben kann, den Prokurator des Königs daran zu hindern, zu prüfen, ob ein Rechtfertigungsgrund vorliegt, ist es nicht unvereinbar mit den Artikeln 10 und 11 der Verfassung.

B.6. Der zweite Klagegrund ist nicht annehmbar.

In bezug auf den dritten und den vierten Klagegrund

B.7.1. Die klagende Partei bemängelt Artikel 65ter § 7, insofern er die vollständige Zahlung des in der Zahlungsaufforderung geforderten Betrags als Bedingung für die Zulässigkeit des beim Polizeigericht eingereichten Antrags auf Widerruf der Zahlungsaufforderung oder auf Herabsetzung der Höhe des darin festgesetzten Betrags vorschreibt.

Im dritten Klagegrund führt die klagende Partei einen Verstoß gegen die Artikeln 10 und 11 der Verfassung an, da nur die Personen, die Gerichtskostenhilfe in Anspruch nehmen könnten, von dieser vorherigen Zahlung befreit seien.

Der vierte Klagegrund ist abgeleitet aus einem Verstoß gegen die Artikeln 10 und 11 der Verfassung in Verbindung mit Artikel 6 der Europäischen Menschenrechtskonvention, insofern der Zuwiderhandelnde aufgrund der angefochtenen Bestimmungen davon abgehalten würde, ein unparteiisches Gericht in Anspruch zu nehmen, da er verpflichtet sei, den Betrag der Zahlungsaufforderung im voraus zu bezahlen, insofern die Frist von vierzehn Tagen, innerhalb deren der schriftliche Antrag bei der Kanzlei des Polizeigerichts eingereicht werden müsse, nicht ausreichend sei, und insofern die beim Polizeigericht eingereichte Klage keine aufschiebende Wirkung habe.

B.7.2. In den Vorarbeiten zu der angefochtenen Bestimmung ist folgendes zu lesen:

«Ziel ist, daß [die Zahlungsaufforderung] schnell dem Verstoß folgt und daß sie auch tatsächlich beglichen wird. Der Gesetzentwurf versucht, dieses Ziel zu erreichen durch mehrere gleichzeitige Maßnahmen:

- wenn der Betroffene nicht zahlt, wird die Strafe automatisch um 25% erhöht;
- wenn der Betroffene die Zahlungsaufforderung anfechten möchte, kann er dies tun (siehe nachstehend), muß jedoch zunächst der Zahlungsaufforderung Folge leisten. In dieser Hinsicht weicht dieses Verfahren im wesentlichen sowohl von der sofortigen Eintreibung als auch von der gütlichen Einigung ab, da für beide das Einverständnis des Zuwiderhandelnden erforderlich ist.
- Die Zahlungsaufforderung ist an sich ein vollstreckbarer Titel. Mit anderen Worten, für die tatsächliche Einziehung der Strafe ist es nicht mehr erforderlich, einen vollstreckbaren Titel beim Zivilgericht zu erhalten. Man kann die Zahlungsaufforderung gegebenenfalls einem Gerichtsvollzieher im Hinblick auf die Vollstreckung übergeben.

Dies alles bedeutet nicht, daß der Zuwiderhandelnde nicht die erforderlichen Garantien erhält. So hat er das Recht, innerhalb von 15 Tagen nach der Feststellung des Verstoßes dem Prokurator des Königs seine Verteidigungsgründe vorzulegen. Ein typisches Beispiel ist, wenn derjenige, dem das Protokoll zugesandt wird, nachweisen kann, daß nicht er, sondern eine andere Person zum Zeitpunkt der Feststellung der Fakten das Fahrzeug gefahren hat. Der Zuwiderhandelnde hat dann gemäß der Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofes für Menschenrechte das Recht, Einspruch gegen die Zahlungsaufforderung bei einem ordentlichen Gericht einzulegen, nämlich dem Polizeigericht. Im Hinblick auf noch mehr Garantien kann der Betroffene gegen das Urteil des Polizeigerichts Berufung beim Korrekionalgericht einlegen, das in der Berufungsinstanz tagt. Mit anderen Worten, es ist nicht sicher, daß der Zuwiderhandelnde weniger Rechte haben würde als bei der Anwendung des klassischen strafrechtlichen Systems. Im vorliegenden Fall wird die Aufforderung durch einen Magistrat der Staatsanwaltschaft auferlegt, und es ist ein Rechtsmittel bei zwei Gerichtsinstanzen möglich, die volle Rechtsprechungsbefugnis haben. Im klassischen Strafsystem besteht die Stufe der Staatsanwaltschaft nicht und kann eine Geldstrafe nur durch ein Gericht auferlegt werden.» (*Parl. Dok.*, Kammer, 2001-2002, DOC 50-1915/001, SS. 18-19)

B.7.3. Es ist zu prüfen, ob die vom Gesetzgeber vorgesehene Sanktion strafrechtlicher Art ist.

Der Hof stellt fest, daß die in Artikel 31 des Gesetzes vom 7. Februar 2003 vorgesehene Sanktion überwiegend repressiver Art ist; sie bezweckt die Vermeidung und Ahndung der Verstöße, die von allen Fahrern eines Fahrzeugs begangen werden, wenn sie einen dieser Verstöße begehen; diese Personen kennen im voraus die Strafe, deren sie sich aussetzen, und werden aufgefordert, ihre Verpflichtungen einzuhalten; die Maßnahme ist Bestandteil des am 16. März 1968 koordinierten Gesetzes über die Straßenverkehrspolizei. Diese Feststellungen führen zu der Schlußfolgerung, daß die angefochtene Sanktion strafrechtlicher Art ist.

B.7.4. Die Maßnahme, die den Einspruch des Zuwiderhandelnden beim Polizeigericht im Hinblick auf das Erreichen des Widerrufs der Zahlungsaufforderung oder auf Herabsetzung des Betrags von der vollständigen Zahlung des geschuldeten Betrags abhängig macht, außer wenn der Betroffene Gerichtskostenhilfe in Anspruch nehmen kann, entzieht dem Rechtsunterworfenen ohne vernünftige Rechtfertigung sein Recht darauf, daß eine gegen ihn erhobene strafrechtliche Anklage einem unabhängigen und unparteiischen Gericht unterbreitet wird. Der Rechtsunterworfenen verliert nämlich jede Möglichkeit, ein zulässiges Rechtsmittel einzulegen, wenn er sich in finanziellen Schwierigkeiten befindet, und sei es nur vorübergehend, wenn er nicht die gesetzlichen Bedingungen zur Inanspruchnahme von Gerichtskostenhilfe erfüllt und wenn es ihm nicht möglich ist, innerhalb der Frist von vierzehn Tagen nach der Notifizierung der Zahlungsaufforderung den notwendigen Betrag aufzutreiben.

B.7.5. Der vierte Klagegrund ist begründet.

B.7.6. Der dritte Klagegrund braucht folglich nicht geprüft zu werden.

In bezug auf den fünften Klagegrund

B.8.1. Die klagende Partei führt einen Verstoß von Artikel 31 des Gesetzes vom 7. Februar 2003 gegen die Artikeln 10 und 11 der Verfassung an, da er zwei unterschiedliche Verfolgungsverfahren für identische Verstöße einführe, je nachdem, ob diese Verstöße entweder auf automatisierte Weise oder anhand eines technischen Hilfsmittels oder durch einen Polizeibediensteten festgestellt worden seien.

B.8.2. Gemäß den Vorarbeiten zum angefochtenen Gesetz können die im Gesetz vorgesehenen vier Kategorien von Verstößen automatisch festgestellt werden:

«Einnahme von Alkohol bzw. von Drogen, durch Alkoholtests, Blutabnahmen, Urintests. Geschwindigkeitsübertretungen, Durchfahren einer roten Verkehrsampel, durch Radar oder andere automatische Geräte (Fotoaufnahmen).

In 99% der Fälle gibt es also keine Diskussion über den Tatbestand, da die Feststellung des Verstoßes durch gleichzeitiges Handeln der Polizei mit der Verwendung von zusätzlichen technischen Mitteln, deren Ergebnisse einwandfrei kontrollierbar sind, einhergeht.» (*Parl. Dok.*, Kammer, 2001-2002, DOC 50-1915/001, S. 17)

B.8.3. Durch Annahme einer spezifischen Regelung zur Verfolgung von Verstößen, die automatisch oder mit technischen Hilfsmitteln festgestellt wurden, wenn der Prokurator des Königs der Auffassung ist, daß der Tatbestand oder die Identität des Zuwiderhandelnden nicht in Frage zu stellen ist, wollte der Gesetzgeber die Effizienz der Strafverfolgung bei Verstößen, die am häufigsten auftreten und katastrophale Folgen für die Verkehrsteilnehmer haben können, verstärken. Der Umstand, daß der Gesetzgeber vom gemeinrechtlichen Verfahren abgewichen ist, ist an sich nicht diskriminierend.

Die Zuwiderhandelnden, auf die das abweichende Verfahren angewandt wird, werden jedoch in dem in B.7.4 dargelegten Maße diskriminiert.

B.8.4. In diesem Maße ist der fünfte Klagegrund begründet.

In bezug auf den sechsten Klagegrund

B.9.1. Die klagende Partei führt einen Verstoß gegen die Artikeln 10 und 11 der Verfassung an, da je nach dem zur Feststellung des Verstoßes verwendeten Mittel unterschiedliche Strafen angewandt würden.

B.9.2. Artikel 65bis § 2 sieht vor, daß der in der Zahlungsaufforderung auferlegte Betrag nicht höher sein darf als der Höchstbetrag der mit dem begangenen Verstoß verbundenen Geldstrafe zuzüglich der Zuschlagzehntel, und daß er nicht weniger als 50 Euro betragen darf. Gemäß derselben Bestimmung muß der Betrag vom König durch einen im Ministerrat beratenden Erlaß festgelegt werden.

B.9.3. Da der Gesetzgeber den König ermächtigte, den Betrag der Geldstrafen zu bestimmen, mußte er, um eine Mißachtung des Legalitätsprinzips zu vermeiden, zumindest deren Mindest- und Höchstbetrag festsetzen. Die somit begrenzte Ermessensbefugnis, die er dem König gewährt, kann keine Diskriminierung gegenüber den Personen schaffen, die Verstöße begehen, die anders als «auf automatisierte Weise oder anhand eines technischen Hilfsmittels» festgestellt werden. In diesen anderen Fällen gilt für die vorgesehene Strafe ebenfalls ein Mindestbetrag und kann sie ebenfalls denselben Höchstbetrag nicht übersteigen, wobei der Richter befugt ist, die Strafe innerhalb der gesetzlich festgesetzten Grenzen zu bestimmen. Folglich finden hinsichtlich der Festsetzung des Strafmaßes auf die beiden Kategorien von Personen Behandlungen Anwendung, die sich nicht wesentlich unterscheiden.

B.10. Der sechste Klagegrund ist nicht annehmbar.

Aus diesen Gründen:

Der Hof

- erklärt in Artikel 65ter § 7 der am 16. März 1968 koordinierten Gesetze über die Straßenverkehrspolizei, eingefügt durch Artikel 31 des Gesetzes vom 7. Februar 2003 zur Festlegung verschiedener Bestimmungen in Sachen Verkehrssicherheit, folgenden Satz für nichtig:

«Dieser Antrag ist nur nach vollständiger Zahlung des gemäß § 4 Absatz 1 auferlegten Betrags zulässig, außer wenn der Betreffende in Anwendung von Teil IV Buch I des Gerichtsgesetzbuches Gerichtskostenhilfe in Anspruch nehmen kann.»;

- weist die Klage im übrigen zurück.

Verkündet in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof, in der öffentlichen Sitzung vom 16. November 2004.

Der Kanzler,

P.-Y. Dutilleux.

Der Vorsitzende,

M. Melchior.